

## Le génocide paysan

L'évolution récente de notre l'agriculture suggère une première observation de fond : dans le demi-siècle qui a précédé ce nouveau millénaire, le monde agricole a été secoué par un véritable séisme. Après des siècles d'existence, la paysannerie française a été sacrifiée intentionnellement sur l'autel de l'industrialisation et du productivisme agricole intensif. J'affirme — je pèse mes mots — que nous sommes en présence d'un génocide socio-ethnique, voire anthropologique, voulu, un génocide silencieux, un processus d'éradication méthodiquement organisé, loin des médias, et couvert par l'indifférence de nos compatriotes entretenus dans l'ignorance, si ce n'est dans le mépris des réalités de notre agriculture. Non seulement la paysannerie a été immolée sur l'autel du faux dieu « Progrès », mais, dans le même mouvement, on a tué son âme, on a désacralisé la terre, matrice du vivant par excellence, dans le but de l'exploiter industriellement comme une vulgaire matière première. On a fait de même pour les animaux d'élevage.

Dès l'application des lois d'orientation agricole de 1960 et de la loi complémentaire de 1962, le sort des paysans était scellé. L'objectif était de réduire par les moyens les plus drastiques leur nombre afin de diminuer les petites unités agricoles et d'augmenter corrélativement en surface les exploitations les plus rentables, et ainsi faire entrer la France définitivement dans l'ère du progrès industriel. Il n'y avait pas de mots assez durs pour dénoncer « l'archaïsme paysan », « l'autarcie paysanne », « la routine paysanne » ; on parlait des paysans comme on aurait parlé d'une peuplade de primitifs et d'arriérés en voie d'extinction. On a entretenu volontairement et durant plusieurs décennies tout un climat dépréciatif, culpabilisant, voire honteux, visant à l'anéantissement de l'agriculture paysanne de tradition à travers la structure agricole familiale de type polyculture-élevage. Le nouvel agriculteur des temps modernes devait se transformer en un dynamique industriel de la terre, avec des objectifs de production et de rentabilité conformes aux nouvelles normes économiques appliquées à l'industrie, même si, réflexe d'ultime prudence, la structure familiale sera maintenue. Le paysan ne devait plus « reproduire », il devait « produire ». Le chiffre de 300 000 agriculteurs à une moyenne de 100 ha, envisagé en l'an 2000, a longtemps circulé comme un objectif idéal à atteindre. Nous avons passé l'an 2000. En 2014, quand ce document est mis à jour, nous y sommes pratiquement, même si l'on ne peut parler de paysans au sens strict. Il en disparaît tous les jours, tandis que le travail de l'agriculteur tend de plus en plus à se transformer en entreprise agricole à l'américaine faisant travailler des sous-traitants spécialisés, activités n'ayant que peu à voir avec l'agriculture proprement dite. Où sont les fameux « jardiniers de la France » qu'on nous promettait dans les années 1960, période où les futurologues à la mode à cette époque nous prédisaient la nouvelle paysannerie des temps modernes ? Entre temps, certains esprits lucides ont compris qu'on allait dans le mur. Mais les conséquences sont là. En 1954, il y avait encore près de 2,5 millions d'agriculteurs. Avec les ouvriers agricoles, ils représentaient autour de 25% de la population active. Ils sont tombés à 4% cinquante ans plus tard. Où est passée la différence ? L'exode accéléré des campagnes, qui a largement contribué à la désertification des régions à vocation agricole, y est certainement pour quelque chose : l'irrésistible attrait de la ville chez les jeunes gens issus des campagnes, les études, l'emploi dans l'administration et la fonction publique, la main d'œuvre dans les usines... Cette explication fataliste est trop simpliste pour satisfaire à la vérité. La réalité est tout autre.

D'une manière plus ou moins délicate mais efficace, on a poussé nos paysans de terroirs, jeunes ou vieux, hors de chez eux. On les a soumis aux tracasseries les plus diverses ; on leur a fait comprendre que la terre n'avait plus besoin d'eux ou qu'elle n'avait plus d'avenir. Tout le monde s'y est mis. Une véritable conjuration des profiteurs de la glèbe. D'abord, les syndicats agricoles dont la fameuse FNSEA (Fédération Nationale des Exploitants Agricoles), chasse gardée de tous les gouvernements républicains — de gauche comme de droite — dans son rôle

de courroie de transmission (pudiquement appelé « cogestion »). Il est pour le moins stupéfiant de constater qu'un syndicat professionnel qui avait pour mission première, à son origine, de défendre les intérêts des petits paysans — mission assurée jusqu'à une certaine époque —, a été, à partir des années 1960, celui qui a le plus contribué à leur disparition avec le concours des gros céréaliers de l'AGPB ! Puis il y a eu le Crédit Agricole. Après avoir poussé les paysans à l'endettement, après avoir profité d'eux sans vergogne, ayant vidé la terre de ses paysans, la banque « verte » est allée s'installer en ville : l'air y est pollué, mais l'ambiance est plus feutrée, plus *cosy* : les pécores de la Banque Verte optaient pour l'embourgeoisement citadin ; les SAFER, sortes d'agences immobilières spécialisées dans la propriété foncière agricole et l'aménagement rural, contrôlées par l'État (avec pour mission, elles aussi, de protéger la petite propriété terrienne), dont certaines pratiques dolosives confinent à la spoliation ; évidemment les surfaces commerciales de la grande distribution qui ont tué le petit commerce de rue et de proximité : elles se sont emparé du commerce alimentaire pour le détourner de sa fin première qui est de nourrir les populations, dans le but manifeste de le transformer en produit d'appel permanent, et ainsi obliger le chaland à revenir s'approvisionner régulièrement sous l'enseigne, donc à augmenter la fréquence des visites... L'alimentaire devenait un produit de spéculation comme les autres ; peu importait d'où il provenait, comment il était cultivé, comment il était transformé ; les coopératives de production amont, aval, les Chambres d'agriculture, les multiples organismes en tous genres comme la Mutualité Sociale Agricole qui a suivi la même dérive que le Crédit Agricole — au point qu'il est permis de se demander si le mot « Agricole » accroché à l'enseigne de ces établissements a encore un sens aujourd'hui ; l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) qui a sa lourde part de responsabilité dans la détérioration de la condition paysanne, et une responsabilité écrasante dans la dégradation de la qualité alimentaire ; on peut se demander, là aussi, à plus d'un titre, si cet énorme institut dit de « recherche » (10000 fonctionnaires !) au service de l'industrie privée mais financé par l'État, a encore sa raison d'être ; ne parlons pas du ministère de l'Agriculture dont les effectifs ont été multipliés par trois pendant que la population paysanne était divisée par six : des fonctionnaires, encore des fonctionnaires, et toujours des fonctionnaires !...

Le CNASEA (Centre National d'Aménagement des Structures d'Exploitations Agricoles), curieux organisme financier bon à tout faire, véritable pompe à finances de l'État, destiné à redistribuer les fonds publics et à financer la politique de l'emploi des différents gouvernements (près de 20 milliards d'euros en 2015 !). Il est à noter que le CNASEA fut à l'origine du financement de la politique des structures et de l'IVD (Indemnité Viagère de Départ, — une façon de faire gentiment comprendre aux paysans : « l'État a pensé à vous. Voilà votre enveloppe. Maintenant débarrassez le terrain, on vous a assez vus ! »). Aujourd'hui il n'y a plus guère de paysans à chasser de leurs terres ; le CNASEA est devenu entre-temps, sous le nom d'ASP (Agence de Services et de Paiement), un distributeur de la manne publique pour financer les formations professionnelles, les contrats emploi-solidarité, les emplois jeunes et autres garages à chômeurs ; en résumé, la politique « emploi » des gouvernements, tous secteurs confondus... Le secteur agricole, lui, ne représente plus qu'une part du budget d'intervention d'environ 30%.

Tous ces organismes publics ou semi-publics et d'autres sont venus se greffer sur le monde rural traditionnel comme des sangsues avides de sang frais. Alors qu'ils étaient destinés à améliorer les conditions de vie et de travail des paysans, leur action aura eu pour conséquence d'éliminer — sous le fallacieux prétexte de céder aux tendances nouvelles d'une modernisation aveugle, urgente et irréversible — ceux dont ils avaient en charge les intérêts. C'est bien connu : **la bureaucratie parasitaire a pour fonction perverse de se survivre à elle-même au détriment de ceux qu'elle est censée servir.** C'est ainsi qu'elle a pu prospérer honteusement aux dépens des paysans. Ces bouleversements se sont déroulés sans douleur apparente parce

que, le plus souvent, les enfants ou les membres de la famille étaient eux-mêmes recyclés en partie dans cette bureaucratie boulimique qui se nourrissait de la sueur et du travail de leurs parents, tandis qu'une autre partie était absorbée par l'administration, l'industrie agroalimentaire, les activités industrielles connexes comme l'agrochimie et le matériel agricole, le tourisme vert et autres activités économiques dites « rurbaines ».

On le sait depuis la Révolution française, la République n'aime pas les paysans. Trop tournés vers le passé, vers la tradition, trop attachés à la terre, trop réactionnaires en somme, ils sont à l'opposé de l'esprit bourgeois républicain moderniste (droite) ou progressiste (gauche). Dévalorisés aux yeux de l'habitant des villes et des technocrates de la République, celle-ci les a considérés en raison de l'utilité minimale qu'ils apportaient à la société : servir de chair à canon en temps de guerre et assurer la subsistance des citadins en temps de paix. Est arrivé le moment où l'on a jugé que leur survivance était une insulte au progrès ; celui qui ne pouvait plus suivre était irrémédiablement acculé à la faillite, au désespoir. Sait-on que, pendant longtemps, la paysannerie a été la catégorie sociale la plus touchée par le suicide ? L'isolement dans les campagnes, la solitude, l'alcool aussi, le sentiment de n'être plus dans le coup, d'être méprisé par leurs concitoyens, par leurs élus, la lassitude de se battre contre des moulins à vent... ; le sourire narquois de ceux qui convoitent vos terres, votre bien ; qui vous font comprendre que vous n'êtes plus à la hauteur, qu'il est temps de passer la main, voire de déguerpir... Voilà comment plus de 3 millions de paysans et leurs biens sont passés à la trappe en un peu plus de cinquante ans.

La disparition du monde paysan, nous venons de le voir, n'est pas due seulement au progrès, à la pression mercantile des grands lobbies de l'agro-business, à l'évolution des mœurs ou à je ne sais quelles circonstances économiques fatales, mais à un processus politique d'élimination gouvernemental dûment concerté, tel qu'on peut le relever dans le plan Rueff-Armand, économistes du Général de Gaulle. Voici un extrait significatif : « *Dans le secteur agricole le mécanisme des prix devra, presque en permanence, repousser vers les activités industrielles les éléments de main d'œuvre en excédent. Son action à sens unique tendra à définir les revenus agricoles pour les maintenir en dessous des revenus industriels. Ainsi le mécanisme des prix ne remplira son office dans le secteur agricole qu'en infligeant aux agriculteurs presque en permanence un niveau de vie sensiblement inférieur* » On notera le cynisme tout technocratique de ce passage et le caractère vexatoire de l'expression « *en infligeant un niveau de vie sensiblement inférieur à celui des autres catégories de travailleurs* » : une véritable punition ! — « *... Chasser la majorité des paysans par la misère et emprisonner les autres dans le carcan du productivisme, les obligeant à courir indéfiniment après un revenu en baisse en augmentant la production d'une façon forcée, tel fut le programme agricole de la V<sup>e</sup> République* », écrit Jean-Claire Davesnes (*L'agriculture assassinée*). C'est ainsi que les agriculteurs rescapés tomberont dans le piège infernal de l'industrialisation à tous crins (hélas, ils se sont souvent piégés eux-mêmes !), chacun rêvant de devenir à sa manière un magnat de l'agriculture « moderne » à l'américaine. La plupart ne deviendront au mieux que de vagues sous-traitants soumis aux cadences infernales tarifées, imposées par les géants de l'agro-industrie et de la filière alimentaire.

\*

Héritière en droite ligne de la Corporation nationale paysanne du gouvernement de Vichy, la FNSEA première manière va être débordée par les jeunes progressistes du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) ; ses cadres étaient en grande partie issus de la JAC (Jeunesse agricole catholique) ; encouragés par le ministre de l'agriculture du gouvernement gaulliste, le socialiste Edgard Pisani, ils reprendront les orientations planistes de la IV<sup>e</sup> République (auxquelles contribua l'agronome ultra-marxiste René Dumont, qui deviendra, sur ses vieux jours, le fondateur et le pape de cette monumentale aberration de l'esprit humain qu'on appelle

**l'écologie politique**, véritable concentré de gauchistes, les fameux bourgeois bohèmes ou bobos que d'autres nomment plus justement des *khmers verts* ) ; puis ils mettront en œuvre les recommandations du plan Rueff-Armand à travers les lois d'orientation agricole de 1960 et 1962. Se mettra également en place la fameuse politique dite des « structures », ainsi qu'une politique de remembrement inconsidérée dont on peut aujourd'hui mesurer les effets dévastateurs sur l'environnement social et humain. Les jeunes syndicalistes parviendront à évincer les représentants de la FNSEA non « agricole corrects », continuateurs de la Corporation paysanne issue du régime de Vichy, puis à prendre le contrôle du syndicat pour lui donner l'orientation résolument moderniste et productiviste que nous lui connaissons aujourd'hui. S'illustreront des syndicalistes comme Marcel Debatisse, François Guillaume, Bernard Lambert. La Politique agricole commune (PAC) imposée par la technocratie européenne, toujours avec l'argent du contribuable, aura de plus pour effet de favoriser les gros agriculteurs au détriment des petits paysans placés en situation d'avoir à céder leur terre, qu'un système de subventions fortement différentiel et sélectif rendait non viable. Une boutade attribuée au Général de Gaulle montre le peu de considération que le militaire portait à la condition paysanne, et aussi le peu de compréhension qu'il en avait : « *Le problème paysan c'est comme celui des anciens combattants : tous les jours il en disparaît, si bien que la question se réglera d'elle-même.* » La question est réglée, mon Général. Il est inutile de souligner ce qu'a de profondément choquant cette réflexion qui n'est certes pas à l'honneur du grand homme. Ses successeurs — tous partis politiques confondus — ne le démentiront jamais.

\*

Si la raison commandait d'aider les paysans à s'adapter à un certain progrès dans ce qu'il a de positif et que personne ne saurait contester — et qui n'était pas uniquement matériel —, elle n'exigeait cependant pas de les faire disparaître. Au nom du critère absolu, le productivisme moderno-progressiste, on a sacrifié tout un peuplement de contributeurs actifs au maintien des équilibres fondamentaux indispensables à la vie et à l'environnement naturel, qui constituait historiquement le socle séculaire de la société française. Cette paysannerie familiale était la source de nos approvisionnements vitaux ; ses méthodes artisanales garantissaient une production à l'unité faible en quantité, mais variée et de qualité ; la modularité familiale était un gage de souplesse et d'adaptation aux réalités capricieuses de l'environnement et aux exigences du vivant ; elle était aussi un gage de stabilité sociale, en même temps qu'un débouché par le renouvellement constant des générations. Elle a mis des siècles à s'adapter à son milieu naturel, trouver son équilibre, et former ce que l'on a appelé de cette juste expression le « monde cohérent de la paysannerie familiale ». Comparé au milieu ouvrier, pourri par l'intrusion des idéologies de type marxiste — la fabrication du prolétaire aigri, revanchard, soumis à un conditionnement idéologique intensif visant à exciter chez lui la jalousie sociale et la haine de classe —, le monde paysan de jadis apparaissait comme un milieu social humain, équilibré, remarquablement sain et stable, au sein du village dominé par son clocher et protégé par son château. Son compte était bon, il fallait qu'il disparaisse.

Il n'aura fallu que quelques décennies à des technocrates irresponsables, des politiciens aveuglés par l'idéologie, imbus de leur pouvoir occasionnel, pour anéantir ce chef-d'œuvre d'équilibre séculaire entre l'homme et la terre, entre le monde paysan et le monde de la ville, dont la répartition et la complémentarité étaient bien adaptés à leurs vocations respectives ; un chef-d'œuvre d'équilibre auquel ils n'ont rien compris, et qu'ils ont anéanti pour le transformer en réservoir de main d'œuvre bon marché, destiné à satisfaire les besoins insatiables de l'industrie et d'une administration sclérosante jamais rassasiée de fonctionnaires. Mais aussi pour satisfaire les intérêts des grandes multinationales américaines et européennes qui vont, désormais, imposer leurs critères industriels et leurs cadences de production au monde agricole.

Car c'est bien le modèle américain qui va s'imposer. Il va l'emporter haut la main face au modèle soviétique qui commençait à se lézarder et à montrer sa tragique vacuité économique. L'évolution de l'agriculture industrielle française a été servilement calquée sur le modèle productiviste américain adapté à l'immensité des territoires agricoles d'Outre-Atlantique, sans la moindre considération pour notre paysannerie traditionnelle et son environnement naturel, et avec l'idée bien arrêtée de faire place nette. Dans le cadre du plan Marshall « *De très nombreuses missions avec patrons, cadres et fonctionnaires étudient l'éventualité de transferts technologiques et s'informent sur les concepts clés des méthodes américaines de gestion : productivité, rentabilité, compétitivité, adaptation au marché ...* » En quelques mots, tout est dit. Rien que l'esprit et le contenu de cette phrase annonçait la catastrophe future. Et de fait, dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, toutes les techniques agricoles seront importées des États-Unis, dans tous les domaines de l'agro-industrie : l'agrochimie, l'agroalimentaire, la grande distribution, les souches animales ou végétales les plus rentables (noter qu'elles portent le plus souvent des appellations anglo-saxonnes, comme si l'agriculture n'avait jamais existé en France !), le matériel agricole, les procédés techniques, etc. Tous ces secteurs de l'industrie et du commerce vont littéralement exploser, à la fois par le fait de la concentration et du productivisme, mais toujours au détriment des petites unités agricoles à taille humaine, de l'environnement, de la qualité des produits, de la santé des individus... et de leur liberté ! (2015)

### Addendum

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la France est un pays écrasé, humilié, dans une situation proche du sous-développement : les Français des villes ne sont pas loin de connaître la famine (rationnement). La reconstruction générale, industrielle et agricole va dépendre essentiellement de l'aide américaine, particulièrement du plan Marshall. Pour humiliante que fut cette situation, tant pour notre amour propre national que pour notre indépendance, dans la douzaine d'années suivant la sortie de guerre, jusqu'en 1958 avec l'arrivée au pouvoir de Charles de Gaulle, c'est sous l'égide de la tutelle américaine que la France et l'Europe se relèveront, y compris l'Allemagne, après s'être affrontées dans l'orgie guerrière (Ne nous plaignons pas, ils n'ont pas réussi à nous imposer l'Amgot, ou la mise de la France sous administration coloniale anglo-américaine)... Cette aide permettra à la France de connaître une aube nouvelle connue sous le nom de « Trente glorieuses »...

De cet état d'assistance et de servitude à l'égard des États-Unis (qui se transformera cinquante ans plus tard en une situation de vassalisation économique-politique chronique), vont germer dans les cerveaux de nos technocrates d'après-guerre l'idée d'une Europe supranationale, à la fois pour faire pièce à l'hégémonie américaine et en finir avec les conflits entre États européens.

Le premier embryon de cette Europe fédérale et supranationale sera la Haute Autorité de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), créée sous influence américaine par le Français Jean Monnet qui en sera le premier président, en collaboration avec un ministre de la Quatrième République (1946-1957), Robert Schuman, lequel deviendra le premier président du Parlement européen. Tous deux connaîtront la gloire après avoir été érigés en « Pères fondateurs » de cette Europe supranationale et techno-bureaucratique dont manifestement les peuples européens ne voulaient pas (Qu'on se souvienne du sort réservé au résultat du référendum sur le traité constitutionnel européen de 2005 !). La CECA est considérée comme l'ancêtre de l'Union Européenne ; il est très vite apparu que celle-ci n'était que le cheval de Troie de l'hégémonie américaine ; suite à une déclassification de la CIA, on apprendra plus tard que Jean Monnet, ce producteur de Cognac charentais devenu banquier américain, n'était qu'un vulgaire agent d'influence des États-Unis, stipendié par la célèbre centrale américaine et quelques autres influenceurs.

Sur le même modèle de la CECA, Pierre Pflimlin, ministre de l'agriculture de huit gouvernements sous la même Quatrième République, lancera avec son ami Jean Monnet (encore lui !) l'idée d'une Europe agricole supranationale. Cette Europe agricole prendra corps avec le Traité de Rome sous le nom de Politique agricole commune (PAC), suivant cette présentation qu'en donne Wikipédia :

« *Le traité de Rome, signé le 25 mars 1957 par les membres fondateurs de la Communauté économique européenne (CEE), a donné à la PAC une orientation **résolument productiviste**, car il*

*fallait augmenter la production agricole, et **protectionniste** [sic], car la construction d'une union douanière nécessitait une protection aux frontières (cette protection n'a jamais réellement existé). Il s'agissait alors de rendre la Communauté auto-suffisante, plus solidaire et de moderniser un secteur agricole encore très disparate selon les pays. La PAC a été l'un des fondements de la construction européenne. Elle a été une incontestable réussite sous certains aspects : autosuffisance alimentaire, modernisation de l'agriculture, développement de la production, immenses gains de productivité qui ont fait de l'Union le deuxième exportateur mondial. »*

On perçoit tout de suite, ce qui n'apparaîtra pas clairement aux beaux esprits de jadis et que certains ne verront que bien plus tard, sans toutefois y remédier, qu'imposer un modèle supranational est déjà discutable en soi ; mais l'appliquer aveuglément, de l'industrie à l'agriculture, est une hérésie économique pure et un scandale contre-nature, même si certaines garanties seront aménagées (au moins pour la forme : la France et l'Europe sont devenues de véritables passoires, tous trafics confondus). L'agriculture est une production *in situ* propre à satisfaire aux besoins de l'alimentation de base des populations de proximité, qui ne se plie guère aux critères économiques de l'industrie (même une pomme de terre, c'est du vivant !) ; encore moins de traverser les frontières pour concurrencer des denrées de même nature que chacun produit à demeure, sans avoir besoin de s'approvisionner chez le voisin. En dépit de quoi chacun des pays de la CEE va s'équiper comme s'il allait nourrir, à lui seul et concurrentiellement, l'Europe entière, du moins en quantité sinon en qualité. Résultat de cette politique commune aberrante : destruction de l'agriculture séculaire au profit de la monoculture intensive, productivisme à outrance, dégradation biologique des sols, excédents de productions, dégradation de la valeur nutritive des denrées alimentaires et de leurs qualités organoleptiques, effondrement des cours, endettement des agriculteurs, aliénation aux lobbies de l'agro-business, assujettissement aux subventions (35% du budget européen) faisant des agriculteurs devenus des industriels de la terre, de quasi-fonctionnaires, etc. : le piège infernal s'était refermé.

Edgar Pisani, co-fondateur de la PAC, celui qui l'a appliquée en France à partir de 1962, ancien ministre de l'agriculture sous de Gaulle, longtemps après s'être retiré de la politique, se demande à l'occasion d'une conférence : *Ai-je été un productiviste ?* Il répond en substance :

*« (...) Ayant été productiviste hier, c'est au nom de cette civilisation [européenne] que je ne le suis plus aujourd'hui. Cette frénésie productiviste nous a permis d'être auto-suffisants, puis exportateurs significatifs [le fameux pétrole vert de la France !] et c'est un grand bien, mais elle nous conduit à dépasser ce qui nous était nécessaire et à rompre les équilibres qui caractérisaient et pourraient encore exprimer notre conception des relations entre production, territoire, et société. Que suis-je donc aujourd'hui ? J'exprimerai mon changement de cap en substituant le concept de « productivité », que je crois pertinent, à celui de productivisme que je crois pervers, voire destructeur. La productivité, c'est l'effort qu'il nous faut faire pour une économie de moyens, pour une production demeurant constante, ou pour combiner l'économie de moyens et le développement. Le productivisme, c'est produire de plus en plus, en dépit de la loi des rendements décroissants, en dépit de l'encombrement des marchés, en retenant la quantité produite comme seul critère de performance. »*

Qu'en termes technocratiques ces choses-là sont dites, mais au moins elles sont dites ! Il était temps d'y penser ! Bel aveu de celui qui a contribué à organiser l'enfer de la paysannerie française. Né en Tunisie sujet britannique, d'une famille maltaise d'origine italienne et pour finir français (pedigree tout à fait désigné pour pérorer sur l'agriculture de terroir !), ce gaulliste de gauche sera gaulliste sous de Gaulle, puis socialiste sous Mitterrand. Il sera nommé haut-commissaire de la république en Nouvelle-Calédonie, suite aux affrontements indépendantistes qui menèrent l'île au bord de la guerre civile, puis deviendra président de l'Institut du monde arabe sous le gouvernement Chirac. Un cursus carriériste d'une logique imparable pour cet « agro-ruraliste », politicien chevronné, haut fonctionnaire, technocrate, nommé à 28 ans plus jeune préfet de France (1946).

---